

encouragé à s'en occuper lui-même et, en cas de crise, à les avoir ainsi dans la ferme.

J'ai proposé qu'on avance des dollars canadiens aux étrangers qui voudraient acheter du blé canadien. Je ne crois pas que quiconque puisse s'opposer à cela. C'est ce que nous devrions faire. On a appliqué ce principe aux États-Unis avec grand succès. Les États-Unis ont prêté de l'argent à l'étranger pendant nombre d'années après 1930, grâce auquel les étrangers pouvaient acheter les produits américains. Il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne devrions pas en faire autant. On pourrait le faire en recourant à l'argent de la Banque du Canada. Il serait difficile de trouver quelque chose de mieux à faire avec la Banque du Canada.

J'ai proposé également qu'on prenne des mesures analogues en ce qui concerne nos céréales secondaires. Si de telles mesures étaient adoptées dans les trois provinces des Prairies, vous constateriez, je crois, une formidable détente dans tous les secteurs de notre économie.

Vous constateriez, par exemple, que ceux qui ont vendu des vêtements aux cultivateurs seraient capables de se faire payer. Les marchands pourraient se faire payer et seraient en mesure de s'acheter des vêtements et d'autres approvisionnements dans l'Ontario et le Québec, comme ils ont l'habitude de le faire. Les gens retourneraient au travail à un rythme étonnant, achèteraient du bois pour se construire des maisons et toutes sortes d'autres choses. Vous constateriez, il me semble, qu'il n'y aurait aucune autre mesure qui serait plus avantageuse, dans le moment, pour ce qui est de la solution du chômage actuel au Canada, que les propositions que j'ai faites le 17 novembre.

Comme deuxième moyen d'alléger immédiatement notre problème, nous devrions adopter un programme logique en matière de logement, un programme qui rendrait financièrement possible ce qui l'est physiquement. Tout le monde doit trouver absurde que des Canadiens ne puissent pas obtenir de logements quand nous disposons, en Colombie-Britannique, de forêts qui ne demandent qu'à être transformées en bois d'œuvre. Le bois ne manque pas en Colombie-Britannique: on n'a qu'à le transformer en maisons. Le ridicule de la situation doit sauter aux yeux de tout le monde.

Nous en arrivons encore une fois à la question financière. Et, encore une fois, je dis que la partie financière devrait être assurée par la Banque du Canada, dont l'origine remonte à 1934. On nous a alors amenés à croire que tous nos problèmes d'ordre financier disparaîtraient avec la naissance de cette institution. Mais cette Banque du Canada si vantée, loin de la faciliter, a gêné,

la solution de tous ces problèmes d'importance vitale. Si la Banque du Canada ne peut accomplir ce que nous attendons d'elle, il est temps de découvrir ce qui cloche. Si elle ne nous suffit pas, revenons aux moyens dont nous disposions avant son institution. Nous avions alors une organisation capable d'assumer cette tâche.

Je propose un programme pratique de logement qui permettrait à la population d'obtenir de l'argent à 2 p. 100 ou même moins, afin de se construire une habitation, sans avoir à payer \$8,000 ou \$10,000. Les gens devraient pouvoir se construire une maison s'ils le veulent et se procurer les fonds nécessaires à cette construction, sans avoir à se conformer à une foule de règlements auxquels seuls ceux qui ont un revenu élevé peuvent se conformer.

Je propose, à titre de troisième mesure, qu'on adopte un programme aussi étendu que complet de reboisement. Jusqu'ici, nous avons gaspillé nos forêts. Quiconque réfléchit aux vastes régions boisées qui existaient encore dans notre pays il y a soixante-cinq ou soixante-dix ans, doit avoir honte du gaspillage dont elles ont été victimes dans une large mesure. Les enfants qui grandissent et seront nos descendants dans soixante-quinze ans auront besoin de forêts. Que faisons-nous pour leur en laisser? Allons-nous continuer à gaspiller cet immense patrimoine qui est le nôtre, ou allons-nous reconstituer nos forêts pour leur laisser un champ d'action intéressant.

Tout le monde admet, à mon avis, que la culture de nos forêts serait très souhaitable. Les Allemands ont pu cultiver leurs forêts au point qu'il n'est guère possible d'y voir traîner une branche par terre. Ils les ont soignées comme des jardins. Il n'y a aucune raison imaginable de ne pas en faire autant chez nous. Ce serait là un moyen de fournir du travail à un grand nombre de ceux qui chôment actuellement. Point n'est besoin de posséder beaucoup de talent pour aller travailler dans la forêt, afin de la faire produire de nouveau. J'y reviens, nous n'aurions pas à appréhender le chômage, si nous nous lançions dans un vaste programme de reboisement.

On dira: "Où allez-vous trouver les fonds nécessaires?" A quoi est destiné la Banque du Canada? Voilà ce qu'il faut se demander. Et ne cessons pas de nous le demander. Quand osera-t-on aller demander au gouverneur de la Banque du Canada à quoi elle sert? Demandons-lui à quoi sert cette banque? Demandons-lui si la banque existe pour que le Canada en tire des avantages ou des désavantages. Comment peut-elle servir le Canada en ce moment, sinon en nous fournissant de